



37 fédérations et associations nationales
Des collectifs inter-associatifs locaux
de lutte contre la pauvreté et l'exclusion

Paris, le 16 Octobre 2025

Communiqué de presse

PLF et PLFSS 2026 : un budget de rigueur qui tourne le dos à la solidarité

Alors que les débats parlementaires s'ouvrent, le Collectif ALERTE, rassemblant 37 associations et organisations engagées dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, dénonce l'obstination du gouvernement à vouloir faire peser des efforts d'économies très importants sur celles et ceux qui ont le plus besoin de solidarité.

Les projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale pour 2026 sont enfin connus. Comme on pouvait le craindre, ils comportent un certain nombre de mesures particulièrement pénalisantes pour les plus modestes de nos concitoyens.

Loin d'avoir un effet « limité » comme le prétend le gouvernement, ces mesures, cumulées, pourraient avoir un impact très négatif sur le pouvoir d'achat des personnes pauvres et des foyers modestes, alors que la France compte plus de 10 millions de personnes pauvres, et que le taux de pauvreté comme les inégalités ont atteint des niveaux inédits dans notre pays.

Le Collectif ALERTE demande notamment :

- Le maintien de la revalorisation de l'ensemble des prestations sociales pour ne pas aggraver la situation de pauvreté de millions de nos concitoyens ;
- La suppression du doublement des plafonds de franchises et participations forfaitaires, mesure qui viendrait immédiatement diminuer le pouvoir d'achat des personnes pauvres et malades ;
- Le rétablissement des APL pour l'ensemble des étudiants étrangers non communautaires, mesure discriminatoire qui aggraverait la situation de précarité de nombreux étudiants ;
- La suppression de la prise en compte de 100 % de l'AAH comme revenu professionnel dans le calcul de la prime d'activité, qui contribuera à appauvrir les travailleurs en situation de handicap.

À rebours de ces mesures régressives, **le Collectif ALERTE appelle les parlementaires à adopter un budget de solidarité et de progrès social**. Il souligne l'urgence d'investir massivement dans la politique du logement social et la rénovation énergétique, de renforcer les moyens des services publics essentiels pour améliorer l'accès aux droits et permettre un accompagnement digne et non coercitif de ses bénéficiaires, de promouvoir les dispositifs d'insertion par l'activité économique ou encore de protéger un tissu associatif aujourd'hui gravement fragilisé, alors qu'il est un acteur essentiel de notre cohésion nationale.

« Ce projet de budget sanctionne la pauvreté au lieu de la combattre », déclare la présidente du Collectif ALERTE. « Le gouvernement semble sourd à la puissante alarme sonnée par l'INSEE cet été. En gelant les prestations sociales, en augmentant les restes à charge de santé et en multipliant les mesures qui viendront restreindre les droits des plus fragiles, il prend le risque d'aggraver la pauvreté et les inégalités dans notre pays. »

Contacts presse :

Uniopss/ALERTE : Valérie Mercadal - 01 53 36 35 06 – vmercadal@uniopss.asso.fr

Uniopss/ALERTE : Charlotte Penot – 01 53 36 35 09 – cpenot@uniopss.asso.fr